



Extrait du Portail Algérien des Energies Renouvelables

<http://portail.cder.dz/spip.php?article5885>

Lamamra et Mogherini se félicitent de l'intensité des interactions entre l'Algérie et l'UE



- Actualités - News -
Date de mise en ligne : mercredi 15 mars 2017



Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, et la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, se sont félicités, lundi à Bruxelles, de l'intensité des interactions entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) ces deux dernières années, soulignant la nécessité de poursuivre cet effort.

"Je crois que le dialogue franc, amical et approfondi que nous avons eu aujourd'hui est véritablement à la hauteur des attentes des deux parties. Ce dialogue est appelé à se prolonger toute l'année", a déclaré M. Lamamra lors d'un point de presse conjoint avec Mme Mogherini et le commissaire chargé de la politique européenne de voisinage, Johannes Hahn, à l'issue de la 10ème session du Conseil d'association Algérie-UE.

Le chef de la diplomatie algérienne a estimé que les rencontres entre l'Algérie et l'UE "ne doivent pas constituer un événement annuel", annonçant, à l'occasion la visite prochaine en Algérie de la haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité.

"La haute représentante a indiqué qu'elle va effectuer les 8 et 9 avril prochain une nouvelle visite en Algérie", a-t-il précisé lors du point de presse, soulignant que "cet esprit de travail en commun, cet esprit de conjugaison des efforts va se traduire par beaucoup d'interaction dans les prochaines semaines et les prochains mois".

Le ministre des Affaires étrangères s'est félicité, en outre, de la "convergence de vues" entre l'Algérie et l'UE sur un certain nombre de dossiers, relevant que les échanges entre les deux parties ont permis de "parcourir un vaste spectre de questions régionales et internationales", allant du Sahara occidental à la Syrie, en passant par la Libye, le Mali, l'espace sahélo-sahélien, le Soudan, la Somalie et la question palestinienne.

De son côté, la chef de la diplomatie européenne a souligné que les relations bilatérales Algérie-UE ont été "particulièrement intenses" depuis le dernier Conseil d'Association tenu en juin 2015, affirmant que le Conseil de ce lundi a été "concret et positif" et que "des décisions importantes" ont été prises lors de ce Conseil.

"Nous avons décidé d'approfondir encore plus notre coopération stratégique, notre dialogue sur les défis communs que nous partageons et aussi nos réponses à ces défis", a-t-elle déclaré, assurant avoir "discuté longuement" avec M.Lamamra du travail commun de l'Algérie et de l'UE dans le Sahel, au Mali, mais aussi en Libye et en Afrique, de la lutte contre le terrorisme et des autres domaines de coopération, notamment la coopération en matière de mobilité, de migration mais aussi de coopération sur l'énergie.

"Les avancées démocratiques et les principes de bonne gouvernance et de l'Etat de droit consacrés par la révision constitutionnelle de février 2016 sont à souligner", a-t-elle ajouté.

La chef de la diplomatie européenne a estimé, à ce titre, que l'Algérie et l'UE ont "fait des progrès" dans quasiment tous les domaines de coopération, tant bilatérale que régionale.

"C'est le signal d'un partenariat fort, substantiel, beaucoup plus affirmé que dans le passé, et cela est particulièrement important dans un moment où notre région fait face à des défis importants et la situation globale a besoin de coopération de plus en plus étroite entre voisins et partenaires", a-t-elle soutenu.

La coopération entre l'Union européenne et l'Algérie, a-t-elle poursuivi, "va avoir une poussée significative sur des bases nouvelles".

A l'occasion de la réunion à haut niveau du Conseil d'association UE-Algérie qui s'est tenu lundi à Bruxelles, l'UE et l'Algérie ont signé une série de projets pour un montant de 40 millions d'euros, afin d'aider l'Algérie à diversifier son économie et à améliorer le climat des affaires grâce à des mesures allant du développement des énergies renouvelables à la modernisation des finances publiques.

L'Algérie et l'UE ont également adopté formellement leurs "Priorités de Partenariat" agréées en décembre 2016 et définies au titre de la Politique européenne de voisinage (PEV) renouvelée.

L'Algérie devient ainsi le premier pays d'Afrique du Nord à adopter des priorités de partenariat avec l'UE pour concentrer la coopération future sur des domaines d'intérêt commun déterminés conjointement.